Cyril Buffet

La Sage Aventure Les Conditions de la Réconciliation Franco- Allemande, 1944–1963

Y-a-t-il un miracle politique franco-allemand? On est en droit de se poser la question si on observe l'histoire des relations entre la France et l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. Comment, en moins d'une génération, l'ennemi héréditaire est-il devenu le partenaire privilégié¹? Comment la haine a-t-elle engendré l'amitié? Comment le même général de Gaulle signe-t-il en décembre 1944 un traité avec Staline pour enserrer l'Allemagne et conclut-il en janvier 1963 avec Adenauer un traité de solidarité, d'amitié et de coopération²? Pourquoi et comment se fait-il que ce qui n'est pas arrivé après 1918 s'est produit après 1945?

Depuis 1945, Français et Allemands ont pris conscience de ce qu'ils ont en commun et de ce qui les distinguent, sans que ces différences soient perçues comme des oppositions inconciliables. La France et l'Allemagne cessent désormais de se percevoir comme „des entités closes et se défiant, dans une recherche narcissique de leur identité³“. Il est vrai que ces deux États se sont en grande partie construits et pensés en opposition l'un à l'autre. Les identités allemande et française sont intimement mêlées. Il est d'ailleurs assez facile, pour faciliter la réconciliation, de se référer à un passé et à un imaginaire communs (Charlemagne *Pater Europae*, Reims, Verdun, le Rhin, Voltaire, Heine ...). La réconciliation franco-allemande apparaît si spectaculaire que l'on n'hésite pas, pour la caractériser, à employer le mot *amitié*. Ce terme ne s'applique normalement qu'aux relations humaines, et non aux rapports entre États, ce qui entraîne fatalement une certaine confusion, car ce terme tend à faire abstraction ou à dissimuler des méfiances et des arrière-pensées, même si les uns peuvent être féconds et les autres constructives. En effet, depuis la guerre, „la coopération franco-allemande n'a cessé de s'approfondir sur

¹ Stefan Martens (dir.), Vom „Erbfeind“ zum „Erneuerer“. Aspekte und Motive der französischen Deutschlandpolitik nach dem Zweiten Weltkrieg (Sigmaringen 1993).

² Jacques Morizet, Horst Möller (dir.), Allemagne France. Lieux et mémoire d'une histoire commune (Paris 1995) 227.

³ Jacques Leenhardt, Robert Picht, Au jardin des malentendus. Le commerce franco-allemand des idées (Arles 1990) 12.

des malentendus créatifs⁴. Après 1945, la France et l'Allemagne ont appris à domestiquer leurs passions et à transformer leur rivalité en une coopération mutuellement profitable. Elles mettent fin au cercle vicieux de la haine et de la revanche; elles démontrent que le pire n'est pas toujours le plus sûr.

La réconciliation est un phénomène complexe de la mentalité collective. Il faut d'abord différencier la réconciliation entre deux gouvernements de celle entre deux peuples. L'une et l'autre sont certes le plus souvent interdépendantes, mais elles obéissent aussi à des logiques propres. La première poursuit évidemment des buts politiques alors que la seconde s'opère principalement sur le plan humain. De plus, la réconciliation n'est ni homogène ni linéaire. Elle n'efface pas d'un seul coup les ressentiments et les peurs. C'est un processus psychologique intégrant en même temps un substrat ancien et une vision nouvelle. C'est pourquoi le moindre incident est susceptible d'entraîner des récessions. D'autant plus que l'ensemble du corps social ne partage pas les mêmes aspirations. Les inflexions de la réconciliation franco-allemande correspondent ainsi à des moments où les craintes et les soupçons résurgissent ou s'estompent. Mais analyser ce phénomène revient fatalement à privilégier une tendance qui gomme les aspérités et peut en conséquence donner l'impression d'une fausse unanimité.

Le facteur déterminant du déclenchement du processus de rapprochement entre Français et Allemands réside sans nul doute dans le jugement qu'ils portent sur la guerre et la conclusion qu'ils en tirent: ils s'accordent sur le fait que ça ne peut plus continuer comme ça. Après trois conflits meurtriers, ils se refusent à en envisager un quatrième qui, cette fois, risquerait bien de les anéantir définitivement. Davantage qu'en 1914–1918, les deux peuples font, entre 1940 et 1945, l'expérience de l'effondrement et entrevoient la possibilité d'un effacement. Même si elle ne l'avoue pas clairement, la France prend conscience qu'elle n'a pas gagné la guerre en 1945 comme elle a pu le croire en 1918.

En outre, la guerre crée des solidarités objectives. Elle témoigne une nouvelle fois de l'interpénétration des histoires française et allemande. La Seconde Guerre mondiale noue indissolublement la destinée des deux pays. Elle procure une expérience vécue qui transforme l'ennemi abstrait en un individu proche, ce que renforce les occupations. Elle rend sensible l'appartenance à une vaste communauté, ainsi que le sentiment d'une responsabilité partagée à l'égard de l'humanité. Elle semble épuiser la haine entre les deux peuples.

La débâcle de la France en 1940 et l'effondrement de l'Allemagne en 1945 amènent les deux pays à revoir leurs conceptions fondamentales. Un grand traumatisme est une période faste pour le développement d'idées nouvelles qui remettent radicalement en cause l'ancien système de pensée. Dans la mesure où Français et Allemands en ont goûté les fruits amers, ils révisent leur idée de puissance. Par choix ou par nécessité, ils estiment que la quête de la puissance pour la puissance est vaine, qu'elle ne peut pas être un objectif de la politique, mais tout au plus un instrument au service d'idéaux élevés. Ils portent également un jugement très cri-

⁴ Daniel Vernet, *L'Allemagne au coeur du débat français*, in: *Le Monde* (23 avril 1997) 15.

tique sur le nationalisme considéré comme le principal ferment de conflit. La guerre démontre définitivement les errements et les limites de l'État-Nation, au sens exclusif du terme. Pour l'internationaliste Monnet comme pour le frontalier „cosmopolite“ Schuman, le nationalisme est une aberration⁵. De jeunes Allemands, comme Helmut Kohl, arrachent les poteaux frontaliers afin de témoigner de leur haine de la guerre et de leur hostilité au nationalisme, totalement discrédité par la dictature nazie⁶. Contrairement à 1918, la défaite est cette fois pour eux évidente, complète et assumée, ainsi que lourde de culpabilité. Ayant peur de disparaître comme nation, les Allemands acceptent et adoptent le régime des vainqueurs, la démocratie, d'autant que ce régime peut leur faire espérer une renaissance morale et politique et qu'il leur procure par la suite prospérité et stabilité.

Les deux pays ne veulent pas renouveler les fautes du premier après-guerre qui ont conduit à une nouvelle catastrophe. L'après-guerre ne doit pas redevenir un entre-deux-guerres. Les Français, en particulier, sont obsédés par l'idée de ne pas commettre encore les erreurs de 1918–1919. Les réflexions sur l'ordre européen d'après-guerre commencent pendant la guerre, notamment parmi la Résistance française. Celle-ci manifeste certes, en général, de l'hostilité à l'égard de l'Allemagne qu'il s'agit de punir et d'empêcher de nuire à nouveau, mais elle rejette en même temps une répétition de Versailles, bien qu'elle réclame la dislocation de l'unité allemande et la formation d'un glacis rhénan. Cependant, elle considère que la meilleure garantie de sécurité réside dans une Allemagne rééduquée et démocratisée. Partant du principe que le nationalisme, responsable de deux guerres mondiales, est périmé, les mouvements de Résistance veulent construire l'Europe. Et pour Albert Camus, qui adresse des *Lettres à un ami allemand* pendant la guerre, „l'Europe ne se reconstruira pas sans l'Allemagne⁷“. Les socialistes pensent aussi qu'à terme, „l'Allemagne sera réintégrée dans la civilisation morale et spirituelle de l'humanité“ et ils envisagent clairement la constitution d'une fédération européenne, unique garante d'une paix durable. Quant à Léon Blum, il estime que la seule solution pour obtenir son innocuité réside dans „l'incorporation de la nation allemande dans une communauté internationale assez puissante pour la rééduquer, pour la discipliner et, s'il le faut, pour la maîtriser⁸“.

Une revue de la résistance chrétienne attribue à la France la mission „de sauver l'Allemagne du désespoir“⁹. Il est indéniable que la réconciliation franco-allemande s'opère selon un mode religieux liant le péché, le pardon et la rédemption. Se développe alors, de part et d'autre du Rhin, „un sentiment de co-responsabilité

⁵ Raymond Poidevin, Robert Schuman homme d'État 1886–1963 (Paris 1986) 9; Eric Rousset, Jean Monnet (Paris 1996) 500–501.

⁶ Daniel Vernet, „Mieux que Bismarck...“, in: Le Monde (5 avril 1997) 2.

⁷ Cité par Henri Michel, Les courants de pensée de la Résistance (Paris 1962) 421.

⁸ Michel, Les courants de pensée 532–533. Voir aussi Wilfried Loth, Sozialismus und Internationalismus. Die französischen Sozialisten und die Nachkriegsordnung Europas 1940–1950 (Stuttgart 1977).

⁹ Cahiers du Témoignage chrétien, nos. 28–29 (1944) 21.

pour un avenir commun¹⁰. Les deux pays éprouvent un sentiment de culpabilité qui n'est pas équivalent mais comparable et qui, en tout cas, tend à les rapprocher: la France a failli à Munich et en 1940, l'Allemagne s'est abandonnée au racisme criminel. Il semble que les deux pays cherchent le salut, peut-être réciproque, dans des voies différentes mais complémentaires. Le philosophe Karl Jaspers déclare à ses étudiants en 1945–1946 que ce qui s'est passé en Allemagne „est un enseignement pour les autres“ et que „cela regarde chacun¹¹“. Paul Claudel n'affirme-t-il pas en 1948 que „dans l'Allemagne, c'est toute notre communauté chrétienne qui a été blessée“ et qu'il est urgent de lui rendre „ce bien inestimable qui ne doit être ôté à aucun peuple: le droit à l'horizon¹²“? Il n'est donc pas étonnant de voir parmi ceux qui plaident et oeuvrent en faveur du rapprochement maints ecclésiastiques et croyants, comme le Père du Rivau, Joseph Rovau, Alfred Grosser¹³, les pasteurs Niemöller et Casalis¹⁴. Certains de ces médiateurs sont des binationaux qui, comme les Alsaciens, prouvent que l'on peut être Français et de culture allemande. Et la présence de responsables chrétiens, de part et d'autre du Rhin, comme Schuman, Monnet¹⁵, Adenauer, de Gaulle, accentuent cette tendance. Lors de sa première rencontre avec de Gaulle, le 14 septembre 1958, Adenauer n'achève-t-il pas sa présentation générale en déclarant qu'il „fallait mobiliser les forces du christianisme contre le matérialisme croissant¹⁶“. Et la réconciliation franco-allemande ne sera-t-elle pas scellée, ou mieux consacrée en juillet 1962, par un *Te Deum* en la cathédrale de Reims, *ville sainte* car lieu de baptême du roi franc Clovis, cité martyre de la guerre de 1914–1918 et théâtre de la première capitulation de l'armée allemande en mai 1945¹⁷?

Mais à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la France poursuit des objectifs traditionnels, sans pour autant faire preuve d'un esprit de revanche; dans l'opinion publique, c'est plutôt l'indifférence qui prédomine: en 1947, 41% des Français n'éprouvent déjà ni rancœur ni estime particulière pour l'Allemagne¹⁸. La France cherche avant tout à garantir sa sécurité et assurer sa reconstruction. Elle veut à cet effet affaiblir durablement l'Allemagne, en la décentralisant, en la démembrant, en internationalisant la Ruhr et en séparant la Sarre. Mais le général de Gaulle se re-

¹⁰ Jacques Leenhardt, Robert Picht, *Au jardin des malentendus* 119.

¹¹ Karl Jaspers, *Die Schuldfrage* (Frankfurt a.M. 1946) 165–166.

¹² Rheinischer Merkur (3 avril 1948).

¹³ Alfred Grosser, *Une vie de Français. Mémoires* (Paris 1997).

¹⁴ Kurt Anschutz, *Gemeinschaftlich mit Deutschen unterwegs: der französische Militärpfarrer Georges Casalis in Berlin (1946–1950)*, in: Cyril Buffet, Bernard Genton (dir.), *Die vier Besatzungsmächte und die Kultur in Berlin 1945–1949* (Leipzig 2000).

¹⁵ Eric Roussel, Jean Monnet (Paris 1996) 453–454.

¹⁶ Horst Möller, Klaus Hildebrand (dir.), *Die Bundesrepublik Deutschland und Frankreich: Dokumente 1949–1963*, Bd. 1 (München 1997) 709 [ultérieurement BDFD]; Wilfried Loth, Adenauer und de Gaulle. Probleme einer politischen Partnerschaft, in: Klaus Schwabe, Francesca Schinzinger, *Deutschland und der Westen im 19. und 20. Jahrhundert*, Bd. 2 (Stuttgart 1994) 159–171.

¹⁷ Jean-Luc Susini, Reims, lieu de mémoire, in: Jacques Morizet, Horst Möller (dir.), *Allemagne France 175–185*.

¹⁸ Sondages, IFOP 4 (16 février 1947) 35.

fuse à priver les Allemands de perspective. Il déclare d'ailleurs en octobre 1945 à Hettier de Boislambert, gouverneur civil de Mayence, „qu'on ne fera pas l'Europe sans l'Allemagne¹⁹“. D'autres vont plus loin et font déjà plus.

Des initiatives, certes marginales mais prometteuses, sont prises pour favoriser la compréhension franco-allemande. Des médiateurs, individuels ou institutionnels, établissent des liens entre les deux pays. Bien que rivaux, Raymond Schmittlein, directeur de l'Éducation Publique en zone française d'occupation (ZFO) et Félix Lusset, chef de la Mission culturelle à Berlin, favorisent les échanges intellectuels franco-allemands²⁰. Le premier s'adresse surtout à une jeunesse désemparée et le second à une élite avide. A Berlin, le journal du secteur français, *Der Kurier*, ouvre largement ses colonnes aux intellectuels français. Dès l'été 1945, le père jésuite Jean du Rivau, aumônier militaire de la garnison française d'Offenbourg, fonde le Centre d'Études Culturelles, Économiques et Sociales, qui publie les revues *Documents* et *Dokumente*. Cette institution organise des rencontres franco-allemandes: quelques dizaines de participants en 1945 mais environ 5000 en 1949²¹. D'autres revues voient le jour comme *Verger* et *Lanzelot*; celle-ci, substituée *Der Bote aus Frankreich*, est dirigée par Gerhard Heller, un Allemand qui, pendant la guerre, censurait la littérature française et qui en est ensuite devenu un ardent diffuseur²². Émigré en 1933, Alfred Döblin revient en 1946 dans son pays comme officier culturel du gouvernement militaire français et fonde la revue *Das goldene Tor*. Peu après sort en ZFO *Merkur*, „revue allemande de la pensée européenne“. Consacrant un tournant de la politique allemande de la France, l'année 1948 est faste en projets réconciliateurs. Au printemps sont créés l'Union Internationale des Maires pour la compréhension franco-allemande et le Comité français d'Échanges avec l'Allemagne nouvelle patronné par le philosophe personnaliste Emmanuel Mounier²³. L'Institut franco-allemand de Ludwigsburg est aussi fondé en 1948 par Theodor Heuss et Carlo Schmid, ce fils d'une Française désireux d'établir un dialogue permanent entre les deux pays, afin de „cerner lentement leurs points communs“ et d'éviter „les espoirs déçus et les illusions évanouies²⁴“. De nombreux intellectuels français – Robert d'Harcourt, Jean de Pange, André Maurois, Robert Minder, Albert Camus, Roger Martin du Gard – participent également au travail de réconciliation²⁵. A l'instar de Raymond Aron qui, dès 1947,

¹⁹ Claude Hettier de Boislambert, *Les fers de l'espoir* (Paris 1978) 465.

²⁰ Stefan Zauner, *Erziehung und Kulturmission. Frankreichs Bildungspolitik in Deutschland 1945–1949* (München 1994) 309–312.

²¹ *Documents* 4 (octobre 1984) 140–142.

²² Gerhard Heller, *Un Allemand à Paris* (Paris 1981).

²³ Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit 1930–1950* (Paris 1975) 14–18. *Esprit* 150 (novembre 1948) 726–727.

²⁴ Cité par Michael Zipf, *Les points communs toujours à l'esprit*, in: *Deutschland* 2 (avril 1997) 36.

²⁵ Daniel Mortier, *Le mythe de l'Allemagne chez les intellectuels français dans les années cinquante*, in: *Allemagne d'Aujourd'hui* 84 (avril-juin 1983) 38–55. Voir aussi Konrad F. Bieber, *L'Allemagne vue par les écrivains de la Résistance française* (Lille 1954).

défend l'idée „d'une Allemagne reconstituée dans une Europe pacifique²⁶“, Camus prétend en 1947 que le danger allemand est devenu „secondaire“ face à la menace soviétique²⁷. De son côté, Paul Claudel plaide en 1948 pour un rapide rétablissement de l'Allemagne car „l'Allemagne est le coeur de l'Europe²⁸“. Quant à Claude Bourdet, il se prononce pour une Allemagne socialiste dans une union européenne²⁹.

Dans la mesure où les deux pays ont affronté des situations similaires, il y a en quelque sorte une communauté de pensée philosophique et psychologique après la guerre. Ainsi, l'existentialisme sartrien rapproche Français et Allemands, pareillement traumatisés par l'effondrement des valeurs morales et des structures politiques. Les uns et les autres vivent individuellement la guerre et l'occupation comme une expérience eschatologique³⁰. L'après-guerre est une intense période d'échanges culturels franco-allemands. Les uns se passionnent pour Sartre et Camus, les autres pour Heidegger et Böll. En 1947 à Lahr et en 1948 à Royaumont ont lieu les premières rencontres entre écrivains des deux pays. Le directeur des Éditions du Seuil, Paul Flamand, est le seul observateur étranger à la première foire du livre de Francfort. Cet engouement mutuel perdure puisque *Le Tambour* de Günter Grass s'arrache, en France en 1961, à 40 000 exemplaires en une semaine³¹. Dès 1950, des accords officiels de coproduction cinématographique sont signés entre les deux pays. Les contacts s'intensifient avec l'ouverture de centres culturels français en Allemagne (par exemple, en 1950, à Berlin) et l'inauguration des Instituts Goethe à Lille en 1956 et à Bordeaux en 1960. L'image respective de l'autre change rapidement, comme l'illustrent les films franco-allemands des années cinquante, dans lesquels Gert Fröbe ou Curd Jürgens incarnent des Allemands certes stéréotypés mais somme toute sympathiques. Certains films s'inscrivent directement dans le mouvement de réconciliation, comme *Le Passage du Rhin* (1961) de Cayatte et la comédie pacifiste *Die Gans von Sedan* (1959) de Helmut Käutner avec Jean Richard et Hardy Krüger³².

Après 1945, la France continue d'abord de suivre le précepte traditionnel selon lequel elle est d'autant plus forte que l'Allemagne est faible, avant de réorienter progressivement à partir de 1948–1950 sa politique allemande: dans un premier temps, elle cherche à contrôler la puissance allemande dans un cadre multilatéral et dans un second, à utiliser celle-ci pour renforcer sa propre position. La nouvelle

²⁶ Combat, 7 février 1947. Raymond Aron, *Mémoires* (Paris 1983) 227–228.

²⁷ Cité par Ernst Weisenfeld, *Quelle Allemagne pour la France? La politique étrangère française et l'unité allemande depuis 1944* (Paris 1989) 41.

²⁸ Saarbrücker Zeitung, 31 juillet 1948.

²⁹ Cf. Claude Bourdet, *L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration* (Paris 1975).

³⁰ Manfred Steinkühler, *Socialisme et communisme*, in: Jacques Leenhardt, Robert Picht, *Au jardin des malentendus* (Arles 1990) 211.

³¹ Fritz Nies, *Drei Musketiere und ein kleiner Prinz? Französische Literatur in der Bundesrepublik*, in: Lothar Jordan, Bernd Kortländer, Fritz Nies, *Interferenzen. Deutschland und Frankreich* (Düsseldorf 1983) 138–151.

³² Jean Nurdin, *Images de la France en Allemagne 1870–1970*, in: *Ethnopsychologie* (décembre 1971) 390–414.

menace soviétique transforme les ennemis d'hier en alliés objectifs. France et Allemagne se trouvent désormais dans le même camp. Ce danger commun entraîne une sécurité commune. Peu à peu, la France cesse de redouter l'Allemagne, d'autant plus que sa sécurité est garantie par les États-Unis, plus tard par ses armements nucléaires et par son éloignement du champ de bataille initial qui serait précisément le territoire allemand qui lui sert de glacis.

La reconfiguration géostratégique de l'après-guerre constitue une condition primordiale du rapprochement franco-allemand. L'Allemagne et la France ont pu cesser d'être l'ennemi préféré l'une de l'autre parce que la menace soviétique estompe leur antagonisme. De plus, la France obtient des garanties de sécurité des États-Unis, ce qu'elle n'avait pas eu après la Première Guerre mondiale. Cette fois, l'Amérique participe activement à l'organisation succédant à la SDN, les Nations unies, et encore plus important, elle s'engage directement en Europe, avec l'Alliance atlantique. En outre, les États-Unis financent abondamment la reconstruction des deux pays, ce qui engendre une incontestable prospérité qui apaise les tensions, ce qui n'était pas le cas avant la guerre. Les États-Unis jouent de plus un rôle déterminant en incitant fortement à la coopération franco-allemande.

La guerre froide facilite indéniablement la réconciliation franco-allemande; elle la rend même indispensable. D'autant plus que les Allemands cessent assez rapidement d'être des criminels à châtier, des déviants à rééduquer pour devenir des vaincus affamés, des victimes pitoyables, comme l'illustre le blocus de Berlin. Et surtout, l'Allemagne ne représente plus une menace directe, et encore moins immédiate, pour la sécurité de la France. La guerre froide présente l'insigne avantage de dépasser, ou mieux de supplanter, l'ancienne confrontation franco-allemande par la rivalité américano-soviétique et plus largement le conflit Est-Ouest. La menace que fait peser l'URSS sur l'Europe entraîne la solidarité occidentale et, partant, la réconciliation entre les ennemis d'hier qui ont désormais des ennemis communs. Le danger soviétique soude la solidarité franco-allemande. En outre, la position géostratégique de l'Allemagne, centrale dans le dispositif défensif occidental, rend obligatoire une réconciliation franco-allemande à laquelle s'emploient activement les Anglo-Américains, dans le but de stabiliser l'Europe occidentale et de contenir l'expansion communiste. Ceux-ci sont convaincus que la reconstruction morale, politique, économique et militaire d'une Europe dévastée ne peut se faire sans une réconciliation franco-allemande. Cet objectif est d'autant plus aisé à atteindre que les Français et les Allemands sont demandeurs; en effet, ils cherchent avant tout à obtenir le concours des Américains. Pour les premiers, cela constitue une garantie contre la renaissance du danger allemand. Pour les seconds, cela présente l'avantage de modérer les revendications de la France à son égard.

Face à la montée des dangers internationaux, il se produit en France au cours de l'année 1948 un changement de politique et de mentalité, résolument pro-européen³³. La tension Est-Ouest rend en effet de plus en plus illusoire la politique

³³ *Henri Rollet, Pierre Gerbet, Le tournant, in: Pierre Gerbet, Le relèvement 1944-1949 (Paris 1991) 293-295.*

allemande de la France formulée par de Gaulle et Bidault en 1944-1945. Celle-ci envisage une hégémonie française en Europe continentale, fondée sur l'entente avec la Grande-Bretagne et l'URSS et la réduction du potentiel allemand. Peu à peu s'impose un retour aux idées de sécurité collective, fondée sur un rapprochement franco-allemand et une intégration de l'Allemagne dans une organisation européenne. Cette tendance est surtout présente parmi les chrétiens-démocrates et les socialistes³⁴. Les pressantes incitations américaines et l'intransigeance rigide de l'Union soviétique amènent Robert Schuman, à partir de 1948, à infléchir la position française sur l'Allemagne et à engager une active politique européenne, d'autant plus que cela permet à la France de retrouver une liberté d'action diplomatique dont elle est privée depuis 1946³⁵.

Pour Schuman, le projet de construction européenne vise, d'une part, à fournir aux Allemands un autre objectif que la recherche nationaliste de l'unité, d'autre part, à les empêcher de jouer *un jeu de bascule* entre l'Est et l'Ouest³⁶. En effet, maints Français sont alors tentés de résoudre le problème allemand en le replaçant dans le cadre européen. Gendre de Claudel et directeur d'Europe au Quai d'Orsay, Jacques-Camille Paris propose, quelques jours après le premier congrès du Mouvement européen à La Haye, de tirer „parti en Allemagne de l'idée européenne“, puisque les Allemands „se rendent compte actuellement que l'ère du nationalisme au sens traditionnel du mot est révolue pour les États d'Europe³⁷“. Le diplomate Pierre de Leusse en conclut que „l'organisation de l'Europe occidentale serait un puissant dérivatif aux aspirations allemandes³⁸“. Son collègue Romain Gary défend, lui aussi, l'idée que, „à la tentation de l'unité communiste nous devons opposer la tentation d'une fédération occidentale³⁹“. Et dans ce but, il faut, selon Tarbé de Saint-Hardouin, conseiller politique du commandant en chef français en Allemagne, „convaincre de nombreux Allemands que le plus sûr moyen pour eux de devenir européen est de faire confiance à la France⁴⁰“. Même Michel Debré conseille à la France de „favoriser la création d'une confédération européenne dans laquelle l'Allemagne serait encadrée⁴¹“. Pour la diplomatie française, le projet européen présente le double avantage de lui assurer des garanties de sécurité et d'offrir à l'Allemagne un espoir susceptible de lutter contre la résurgence nationaliste. C'est pourquoi le socialiste Guy Mollet, un internationaliste pacifiste, se prononce contre le démembrement de l'Allemagne et son affaiblissement

³⁴ Wilfried Loth, Die Franzosen und die deutsche Frage, in: Claus Scharf, Hans-Jürgen Schröder (dir.), Die Deutschlandpolitik Frankreichs und die französische Zone 1945-1949 (Wiesbaden 1983) 27-29.

³⁵ Jean Laloy, Der Wendepunkt in den deutsch-französischen Beziehungen: Von der Berlinkrise zur Europäischen Gemeinschaft, in: Dokumente (février 1984) 71-72.

³⁶ Eric Roussel, Jean Monnet 501.

³⁷ Ministère des Affaires Étrangères [ultérieurement MAE], série Y Internationale, vol. 306, note de J.-C. Paris (Paris, 21 mai 1948).

³⁸ Cité par Raymond Poidevin, Robert Schuman 220-221.

³⁹ MAE, série Y Internationale, vol. 306, note de R. Gary (Paris, 21 mai 1948).

⁴⁰ MAE, série Z-Allemagne, vol. 38, Saint-Hardouin (Berlin, 26 mai 1948) n° 1097.

⁴¹ Cité par Ernst Weisenfeld, Quelle Allemagne pour la France? 46.

prolongé car cela risque d'empêcher la renaissance d'une Allemagne démocratique⁴². L'idée européenne semble du reste disposer d'un fort courant de sympathie en Allemagne. Une enquête d'opinion réalisé en ZFO à l'automne 1948 témoigne que 77% des sondés se déclarent disposés à renoncer à tout nationalisme étroit et 88% se prononcent en faveur des États-Unis d'Europe⁴³. D'ailleurs, à une réunion à Wiesbaden en octobre 1948, les participants allemands plaident pour une confédération européenne dirigée par la France⁴⁴.

Les Allemands sont convaincus que l'Europe a failli disparaître pendant la Seconde Guerre mondiale par leur faute et que leur devoir est, en conséquence, de la préserver d'une telle fatalité. Pour Adenauer, l'Europe constitue une conviction et une opportunité, en ce sens qu'elle permet à la RFA de „sortir de l'impasse“ politico-morale dans laquelle elle se trouve depuis 1945. La RFA endosse une identité post-nationale que lui autorise la construction européenne. Il se produit un transfert vers l'Europe du nationalisme politique que compensent également d'éclatants succès économiques et sportifs. Celle-ci lui permet d'obtenir la reconnaissance politique et morale, l'égalité politique, la souveraineté étatique et une espérance de rétablissement de l'unité nationale dans un cadre plus large. Pour la majorité des Allemands de l'Ouest, la sécurité face à la menace soviétique prime sur le rétablissement de l'unité nationale. Adenauer veut surtout rétablir la confiance des Alliés envers l'Allemagne, faire regagner à celle-ci sa souveraineté et sa respectabilité: l'ancrage à l'Ouest de la RFA, la construction européenne et la réconciliation avec la France sont les trois principales voies pour y parvenir⁴⁵. La réconciliation avec la France remplit également une fonction interne, dans la mesure où se réconcilier avec l'ancien ennemi, c'est en quelque sorte se réconcilier avec soi-même. Cela renforce sans nul doute la cohésion interne d'un pays en quête de nouvelles valeurs.

L'Europe se révèle une solution idéale aux problèmes franco-allemands. La France retrouve ainsi un statut international; elle conçoit la construction européenne non seulement comme un facteur de réconciliation mais aussi comme un moyen de se prémunir contre une renaissance du nationalisme allemand. L'Europe permet à la RFA de remplacer la quête de l'unité nationale par un autre idéal et elle lui offre une identité compensatoire⁴⁶. La RFA fait provisoirement le sacrifice de son unité pour le bien du continent, ce qui rassure les Occidentaux et la légitimise.

Dix ans après la fin de la guerre, l'ambassadeur allemand à Paris, von Maltzan, s'étonne de l'évolution, somme toute rapide, de la politique allemande de la France qui, au lieu de réclamer comme en 1945 l'abaissement et le morcellement

⁴² Sylvie Guillaume, Guy Mollet et l'Allemagne, in: Guy Mollet, un camarade en république (Lille 1987) 481–497.

⁴³ Raymond Poidevin, Robert Schuman 221–222.

⁴⁴ Raymond Poidevin, Robert Schuman 223.

⁴⁵ Cf. Dieter Oberndörfer, Der Wahn des Nationalen. Die Alternative der Offenen Republik (Freiburg 1993).

⁴⁶ Horst Günther, Versuche, europäisch zu denken. Deutschland und Frankreich (Frankfurt a.M. 1990) 7–11.

de l'Allemagne, se prononce alors pour sa réunification. Ce changement spectaculaire est „le produit d'un développement international“. Von Maltzan distingue une première période, de 1945 à 1948, pendant laquelle la France tente de mener une „illusoire politique de grande puissance“. Par la suite, elle essaye de compenser l'échec de cette stratégie par la revendication du leadership européen. L'ambassadeur souligne que la constellation politique mondiale d'après-guerre offre, objectivement, un point de départ favorable aux rapports franco-allemands: la France perd son hinterland diplomatique traditionnel en Europe orientale; elle perd son rôle privilégié de médiateur en raison de la confrontation soviéto-américaine; elle ne peut plus chercher à s'entendre avec l'URSS pour contrôler l'Allemagne; ses difficultés coloniales tendent à l'isoler dans le monde et à la réorienter vers l'Europe, d'autant qu'elle se sent abandonnée par ses alliés anglo-américains. De leur côté, les Allemands souhaitent un partenariat franco-allemand, voire un „bloc“, pour pouvoir exercer une influence internationale et créer un nouvel ordre en Europe⁴⁷.

Non seulement les raisons de l'animosité disparaissent peu à peu entre la France et l'Allemagne, mais celles-ci réalisent qu'elles ont besoin l'une de l'autre. Contrairement au premier après-guerre, les relations franco-allemandes ne sont pas obérées par le lourd contentieux des réparations ni par un traité de paix que les uns chercheraient à faire exécuter et que les autres voudraient sans cesse réviser. France et Allemagne voient leur contentieux territorial: l'Alsace et la Lorraine regagnent aussitôt le giron français, la Sarre est plus tard rattachée à la RFA. En outre, une Allemagne fortement réduite, par la perte des territoires à l'Est et par sa division, prive objectivement la France de toute revendication annexionniste ou séparatiste. La disparition de la Prusse facilite indiscutablement le rapprochement de la RFA avec la France, Adenauer détestant, il est vrai, autant la Prusse que Schuman ou de Gaulle⁴⁸.

Les divergences idéologiques et l'opposition de régime s'estompent entre les deux pays. Les conceptions allemande et française de l'État et de la société s'harmonisent. L'Allemagne intériorise les valeurs démocratiques et renonce aux rêves hégémoniques. Elle devient un pays „normal“, en se convertissant au libéralisme et en s'orientant vers l'Ouest. Selon un sondage de 1949, plus de la moitié des Allemands des zones occidentales se prononce pour l'établissement d'un „Weststaat“, de préférence à une Allemagne unie et neutre⁴⁹. La RFA a rompu avec le passé monarchique et autoritaire⁵⁰. La Loi fondamentale de la RFA de 1949 ne se

⁴⁷ BDFD 492-498; *Henri Rollet*, Le problème allemand, in: *Pierre Gerbet* (dir.), Le relèvement 92-95; *Alfred Grosser*, La IV^e République et sa politique extérieure (Paris 1961) 193-213.

⁴⁸ *Cyril Buffet*, De Gaulle et Berlin. Une certaine idée de l'Allemagne, in: *Revue d'Allemagne* 23/1 (janvier-mars 1991).

⁴⁹ *Ingo Kolboom*, Comment la République fédérale perçoit le monde depuis 1945, in: *Anne-Marie Le Gloannec* (dir.), L'état de l'Allemagne (Paris 1995) 365.

⁵⁰ Cf. *Kurt Sontheimer*, Grundzüge des politischen Systems der Bundesrepublik Deutschland (München 121989).

réfère pas à la conception bismarckienne de la nation axée sur des critères prédéterministes mais à la vision française fondée sur le libre choix des citoyens. La structure fédéraliste de la RFA satisfait largement Paris qui n'a plus à redouter les risques d'un centralisme soi-disant agressif. De plus, le fédéralisme passe pour le garant du caractère démocratique de la RFA aux yeux mêmes des Allemands.

Par ailleurs, l'interdépendance économique de la France et de la RFA est de plus en plus grande. Cela facilite la réconciliation morale et la coopération politique, bien qu'on ne puisse distinguer aucun automatisme entre les deux phénomènes. Les économies de la France et de la RFA connaissent une forte interpénétration et leurs structures économiques se ressemblent de plus en plus, surtout à partir des années soixante⁵¹. Le plan Marshall et l'industrialisation de la France ont intensifié les liens économiques entre les deux pays et les Français deviennent convaincus de la nécessité d'une coopération franco-allemande, d'autant que le marché allemand est un important débouché de leurs produits agricoles⁵². Les sociétés allemande et française ne sont pas seulement devenues similaires mais aussi entremêlées, ce qui correspond du reste à une tendance générale en Europe. Les échanges de marchandises et de personnes se sont multipliés, de même que les jumelages de villes. Alors que Français et Allemands ont entre 1870 et 1945 des expériences négatives et différenciatrices, ils partagent dans la seconde moitié du XX^e siècle des expériences historiques positives et unificatrices: le plan Marshall, l'essor économique des Trente Glorieuses, la société de consommation, la mise en place de l'État-Providence, une uniformisation des structures familiales et des comportements de la jeunesse. En corollaire, les représentations mentales de l'autre tendent à s'estomper. Le rapprochement social et l'interpénétration économique vident peu à peu les préjugés de substance, même s'ils ne les effacent pas totalement.

La guerre froide n'oblige pas seulement Français et Allemands à renoncer à leur désaccord mais elle les pousse aussi à s'associer. Conjugée aux effets niveleurs de la guerre, l'émergence de deux superpuissances, enserrant une Europe enjeu de leur rivalité, a une double conséquence pour la France et l'Allemagne. D'une part, elles prennent conscience qu'elles ne sont plus des grandes puissances capables de mener une politique solitaire; d'autre part, elles réalisent qu'elles doivent s'unir pour pouvoir régler des questions les dépassant. Comme le dit plus tard Jean Monnet à Valéry Giscard d'Estaing, „la France est désormais trop petite pour pouvoir résoudre seule ses problèmes⁵³“.

La réconciliation franco-allemande peut s'opérer de manière convenable, car c'est d'abord une initiative de la France qui manifeste ainsi sa grandeur et peut

⁵¹ Hartmut Kaelble, Die französische und deutsche Gesellschaft seit 1880: Unterschiede, Annäherungen, Gemeinsamkeiten, in: Wolf D. Gruner, Klaus-Jürgen Müller (dir.), Über Frankreich nach Europa. Frankreich in Geschichte und Gegenwart (Hamburg 1996) 495–525; François Bilger, Les relations économiques franco-allemandes 1945–1971, in: Revue d'Allemagne 4 (1972) 649–674.

⁵² BDFD 206–207. Voir aussi Gilbert Noël, France, Allemagne et „Europe verte“ (Bern 1995).

⁵³ Eric Roussel, Jean Monnet 911.

ainsi contrôler le processus. Le plan Schuman permet de dynamiser une relation qui tendait à s'enliser. Comme il est couronné de succès, le rapprochement peut se poursuivre, puisqu'il est profitable à tous. Cette initiative spectaculaire fait sauter les blocages, représente un saut qualitatif et institutionnalise les rapports bilatéraux, en les plaçant tout de suite dans un cadre européen. Avec le plan Schuman, la France abandonne une politique négative pour „un acte hardi et constructif⁵⁴“. Grâce à ce plan, elle cesse de se faire porter par les événements, comme le lui reprochait Aron⁵⁵, et se décide enfin à influencer sur eux, ce dont se réjouit le diplomate François Seydoux: „il est certainement d'une grande sagesse politique d'essayer de „faire l'Europe“ avec eux, alors que nous détenons encore certains contrôles et qu'il y a quelque générosité de notre part à traiter nos voisins d'Outre-Rhin sur un pied d'égalité⁵⁶“. A la double supériorité morale, comme victime et comme vainqueur, qu'il possédait en 1945 sur l'Allemand, le Français en ajoute, à la date symbolique du 9 mai 1950, une nouvelle, celle d'initiateur imaginatif et prospectif. D'un seul coup, la France sort d'une situation pesante, en faisant preuve d'audace et d'originalité, ce qui lui permet de s'emparer du leadership en Europe occidentale. Elle propose une association dont elle prend clairement la tête. Avec le plan Schuman, la réconciliation franco-allemande s'effectue par la coopération, ce qui constitue le gage de sa réussite politique. Schuman a sans nul doute raison de qualifier son projet de „Markstein“ dans les relations bilatérales⁵⁷, tant il introduit une nouvelle manière de concevoir les rapports internationaux.

Comme il le dit lui-même dans sa célèbre déclaration du 9 mai 1950, Schuman veut éliminer „l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne“, en créant une „solidarité de production“ entre les deux pays, et jeter ainsi les bases d'une „Fédération européenne⁵⁸“. Monnet avoue à Adenauer que le plan Schuman est certes surtout politique mais qu'il poursuit aussi un objectif „moral“, en fournissant un „apport spirituel“ contre les nationalismes. Adenauer déclare considérer, lui aussi, „cette entreprise sous son aspect le plus élevé“: il insiste sur le fait que la RFA n'a „aucune arrière-pensée hégémonique“, l'histoire récente lui en ayant appris la vanité, et que, maintenant, „elle sait que son sort est lié au sort de l'Europe occidentale⁵⁹“. Adenauer approuve l'offre de Schuman et en apprécie la portée. N'avait-il pas lui-même dès 1946 évoqué à l'université de Cologne une „interdépendance organique“ entre les économies allemande et française et, quatre ans plus tard, n'envisageait-il pas, sans trop y croire toutefois, une union des deux pays, avec „une nationalité commune, une économie commune et un parlement commun⁶⁰?“

⁵⁴ *Eric Roussel*, Jean Monnet 527.

⁵⁵ *Raymond Aron*, *Le Grand Schisme* (Paris 1948) 69.

⁵⁶ BDFD 232.

⁵⁷ BDFD 252.

⁵⁸ Notes et Études Documentaires 1550 (1950) 25–26.

⁵⁹ BDFD 228–229.

⁶⁰ BDFD 5.

En 1950, la France et la RFA établissent une relation qui présente la caractéristique d'être à la fois privilégiée et déséquilibrée. Ce partenariat inégal se fait au profit de la première mais il est accepté par la seconde qui cherche dans la coopération avec son voisin occidental à retrouver un statut international. Cela lui est d'autant plus aisée qu'elle est bien placée pour comprendre, du fait de son statut spécifique hérité de la défaite, de l'absence de traité de paix et de la présence sur son sol de troupes étrangères, que la souveraineté absolue n'existe pas, qu'il n'y a qu'une souveraineté limitée et que l'interdépendance est en ce cas un excellent moyen d'influence. Il semble même que l'inégalité des deux associés, bien qu'elle ne soit jamais explicite ou revendiquée, soit une condition du rapprochement. En raison de sa capitulation sans conditions, de sa division et de son occupation, la RFA se trouve dans une position inférieure, alors que la France est l'une des quatre puissances occupantes de Berlin et siège comme membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Pour la RFA, la réconciliation avec la France est une étape obligée sur la voie de sa réhabilitation et de sa restauration internationale. La CEECA lui permet de réintégrer la communauté des nations civilisées et „de sortir des contraintes de l'après-guerre⁶¹“.

Mais si la RFA a besoin de la France pour se libérer de l'héritage de la guerre, la seconde a besoin de la première pour mener une politique de grande puissance. Cette tendance se renforce avec l'échec de la CED et la perte des colonies qui prive la France d'un terrain d'action mondial. Cela entraîne une divergence de fond entre Français et Allemands: alors que ceux-ci continueront d'être logiquement favorables à une Europe supranationale, car cela leur assure une égalité de droits, ceux-là concevront de plus en plus la construction européenne sur un plan inter-étatique, car il s'agit avant tout pour eux d'un instrument d'une politique de puissance et d'indépendance. L'ambassade de RFA à Paris constate à sa manière cette divergence de points de vue: „alors que les relations franco-allemandes étaient vues jusqu'à cette date presque exclusivement dans le cadre des efforts d'intégration européenne, le caractère bilatéral de ces rapports apparaît toujours plus depuis la fin de 1954 au premier plan. Du côté allemand, on compte que les relations franco-allemandes s'amélioreront en étroit rapport avec l'intégration européenne. Par contre, les Français pensent que l'intégration européenne ne serait possible qu'après une amélioration des relations franco-allemandes⁶²“.

Cette double approche commence à se faire sentir dans le projet d'armée européenne. Monnet estime que l'occasion se présente pour la France d'être le „guide“ de l'Europe occidentale: „Il faut que l'Allemagne contribue par sa force à une entité plus large qu'elle-même, dans laquelle elle se fonde.“⁶³ Adenauer ne s'y oppose pas, à condition d'être placé sur un pied d'égalité, car un traitement discriminatoire de la RFA risquerait, affirme-t-il, d'entraîner dans son pays soit une résurgence nationaliste soit une tentation neutraliste. Mais il sait aussi se montrer con-

⁶¹ *Eric Roussel*, Jean Monnet 550–551.

⁶² BDFD 522–524.

⁶³ *Eric Roussel*, Jean Monnet 585.

ciliant, afin de préserver les relations avec la France qu'il qualifie, dans une interview à l'hebdomadaire *Die Zeit*, de „pôle“ et de „point névralgique“; c'est pour-quoi il comprend les besoins de sécurité de la France et cherche à en apaiser les craintes⁶⁴.

A partir de 1950 se met en place ce que l'ambassadeur von Maltzan dénomme „un noyau franco-allemand, à partir duquel la réorganisation de la situation européenne pourra être entreprise⁶⁵“. Durant les années cinquante, Français et Allemands entreprennent un long travail de connaissance, d'apprentissage mutuel et de discussion. Ils mettent tout d'abord en place des outils institutionnels favorisant le dialogue bilatéral. Mais il s'agit d'un bilatéralisme ouvert, car situé dans le cadre européen, ce qui permet d'éviter un face-à-face agressif. La méfiance et la confrontation bilatérales franco-allemandes se sont résolues ou diluées dans le multilatéralisme (CECA, Conseil de l'Europe, UEO, OTAN, CEE)⁶⁶. Celui-ci favorise la connivence mais évite l'isolement. L'un peut devenir ainsi le partenaire privilégié mais non exclusif de l'autre. Comme le constate l'*Auswärtiges Amt* en 1952: „dans un cadre plus large, certaines difficultés dans les relations franco-allemandes peuvent être résolues plus facilement⁶⁷“. L'Europe a permis de transcender les clivages bilatéraux.

Dès lors, on assiste à un resserrement et une intensification des liens entre la France et la République fédérale, au point qu'entre 1955 et 1958, „les relations de l'Allemagne avec la France sont meilleures que jamais⁶⁸“. Conjuguées à la levée des derniers obstacles bilatéraux, les circonstances internationales continuent de contribuer au rapprochement franco-allemand. La RFA s'affranchit de l'étroite tutelle alliée. Certes, les Accords de Paris ouvrent, comme l'écrit en mai 1955 le ministre français des Affaires étrangères Antoine Pinay au chancelier Adenauer, „une ère nouvelle d'amitié et d'entente“, mais il insiste surtout sur le fait qu'il faut „poursuivre la coopération franco-allemande dans le cadre européen⁶⁹“. Et un diplomate français recommande à son gouvernement de „suivre une politique active tendant à associer, le plus étroitement possible, l'Allemagne à l'Occident“, même si la France semble rassurer sur les intentions allemandes. Ainsi, il doute que, après le voyage en URSS d'Adenauer, la RFA veuille „prendre la route de Moscou“, car elle a „la conscience, acquise par l'expérience de deux guerres perdues, que la politique de bascule est un leurre qui finit par conduire l'Allemagne isolée à combattre sur deux fronts⁷⁰“. De son côté, l'ambassadeur von Maltzan pose la question aux chefs de mission allemands réunis à Berlin le 25 avril 1957: „La France est-elle un allié intéressant et sûr?“ Il reconnaît que c'est un pays politiquement instable et

⁶⁴ *Die Zeit* (3 novembre 1949).

⁶⁵ BDFD 492-498.

⁶⁶ Cf. *Gilbert Ziebura*, *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten* (Pfullingen 1970).

⁶⁷ BDFD 131-133.

⁶⁸ BDFD 640.

⁶⁹ BDFD 207.

⁷⁰ BDFD 509-514.

financièrement faible qui recherche en outre la division de l'Allemagne. Néanmoins, il se prononce pour la poursuite de la politique de rapprochement, car „le rapport de confiance qui a été établi avec la France ne revêt pas seulement une signification pour les relations franco-allemandes, mais, à travers le rayonnement de la France, a des effets lointains vers l'Amérique et l'Union soviétique⁷¹“.

À la suite de ses déconvenues coloniales, qui l'affaiblissent sur le plan international, la France opère un recentrage sur l'Europe. Dès lors, la construction européenne devient la priorité de la politique française, ce qu'encourage vivement Adenauer. Un diplomate allemand observe que, „en raison des problèmes vitaux en Afrique du Nord, la France cherche en Europe des partenaires compréhensifs, sans devoir trop se lier à eux⁷²“. De son côté, l'ambassadeur von Maltzan distingue, en mars 1958, six facteurs ayant entraîné un changement de l'attitude française à l'égard de l'Allemagne depuis la guerre: 1) la constance de la politique française de la RFA; 2) la discrétion allemande à l'égard des questions vitales françaises (Suez, Algérie); 3) la conviction française que l'Allemagne ne redeviendra pas une puissance militaire mondiale; 4) l'espoir que la démocratisation de la RFA est durable; 5) une meilleure connaissance mutuelle du fait des occupations; 6) la composition territoriale de la RFA avec laquelle la France a plus d'affinités historiques qu'avec les régions orientales ou septentrionales de l'Allemagne⁷³.

Il se produit aussi une dynamique du rapprochement: plus on travaille ensemble, plus on coopère, plus on se lie, plus on se sent solidaire, plus on s'unit et moins on est en mesure de remettre en cause cette entente. C'est évidemment le cas avec la construction européenne qui ne peut être qu'une oeuvre commune. On cherche ensemble à obtenir des succès (CECA, CEE) et à surmonter des échecs (CED). Le ressentiment et la rivalité font place à la nécessité de la collaboration qui ne cesse de s'étendre, de peur de ralentir ou de cesser. En même temps qu'ils discutent sur la CEE et l'Euratom en 1956–57, les Français et les Allemands entament des négociations sur une coopération dans la production d'armements et dans le domaine nucléaire⁷⁴. L'ambassadeur von Maltzan constate alors que „les relations franco-allemandes n'ont jamais été aussi bonnes depuis des décennies“ grâce à l'attitude modérée du gouvernement fédéral lors de la crise de Suez et à la chaleur des rapports personnels entre dirigeants des deux pays⁷⁵. Cette intimité devient même une caractéristique des relations entre le président français et le chancelier allemand, au point de former un couple⁷⁶. L'ambassadeur Blankenhorn se plaît à sou-

⁷¹ BDFD 550–552.

⁷² BDFD 522–524.

⁷³ BDFD 570–571.

⁷⁴ *Maurice Vaisse*, Autour des „accords Chaban-Strauss“ 1956–1958; *Colette Barbier*, Les négociations franco-germano-italiennes en vue de l'établissement d'une coopération militaire nucléaire; *Eckart Conze*, La coopération franco-germano-italienne dans le domaine nucléaire; *Leopoldo Nuti*, Le rôle de l'Italie dans les négociations trilatérales, in: *Revue d'histoire diplomatique* 104/1–2 (1990) 77–158.

⁷⁵ BDFD 550–552.

⁷⁶ *Cyril Buffet*, *Beatrice Heuser*, Michel et Marianne. The myth of the Franco-German cou-

ligner dans son journal que de Gaulle se sent „apparemment chez lui au sein d'un cercle allemand"⁷⁷. C'est d'ailleurs quelques mois après Suez que les sondages montrent un renversement de tendance significatif: ce ne sont plus les Britanniques mais les Allemands qui désormais obtiennent, en premier lieu, la sympathie des Français⁷⁸.

La RFA cherche le soutien de la France dont elle fait son allié principal en Europe, mais après les États-Unis. Bonn bâtit sa sécurité, au sens large, sur la France et les États-Unis, en accordant la priorité absolue à ceux-ci. De Gaulle tente, sinon de rompre, tout au moins de renverser ce rapport mais c'est une vaine opération, comme le souligne l'adjonction par le *Bundestag* du célèbre préambule atlantiste au Traité de l'Élysée. Schématiquement, on peut dire qu'entre 1949 et 1963, la France utilise d'abord les États-Unis contre la RFA puis la RFA contre les États-Unis. De Gaulle joue la carte allemande après avoir essayé en vain de renforcer la position française dans l'OTAN et d'assurer le leadership français en Europe⁷⁹. Au contraire, la RFA augmente son influence au sein de l'OTAN, et encore plus après le retrait français des structures intégrées de l'organisation⁸⁰.

Le retour au pouvoir du général de Gaulle suscite bien des interrogations à Bonn. Mais le Ministerialdirektor Karl Carstens refuse, „en aucun cas“, de renoncer à „l'aspect le plus positif“ survenu depuis 1945, car „la coopération franco-allemande n'est pas seulement la condition première d'une politique européenne, mais la condition elle-même du renforcement et de la survie du continent européen"⁸¹. Les premières entrevues entre Adenauer et de Gaulle, à Colombey et à Bad Kreuznach, dissipent les inquiétudes outre-Rhin puisque le Général se déclare en faveur du rapprochement franco-allemand. De Gaulle ressent une admiration certaine pour les Allemands. Ne parle-t-il pas d'eux à plusieurs reprises comme d'un „grand peuple“? D'ailleurs, à quoi bon s'allier à un „petit peuple“? Selon de Gaulle, la grandeur d'un pays ne se mesure pas seulement à ses capacités propres mais aussi à l'amitié ou à l'inimitié qu'il suscite. Dans la même logique, la quête gaullienne du rang implique qu'il faut se définir par rapport aux Grands pour être considéré comme l'un d'eux. Il faut donc soit s'opposer soit dialoguer avec les États-Unis et l'URSS; la RFA rentre alors en ligne de compte comme appoint.

ple, in: Cyril Buffet, *Beatrice Heuser, Haunted by History. Myths in International Relations* (Oxford, Providence 1997).

⁷⁷ Herbert Blankenhorn, *Verständnis und Verständigung. Blätter eines politischen Tagebuchs* (Frankfurt a.M. 1980) 404.

⁷⁸ René Girault, *Frankreich von de Gaulle bis de Gaulle 1944 bis 1969*, in: Wolf D. Gruner, Klaus-Jürgen Müller (dir.), *Über Frankreich nach Europa* 491.

⁷⁹ Stephen A. Kocs, *Autonomy or Power? The Franco-German Relationship and Europe's Strategic Choices, 1955–1995* (Westport 1995) 18–26.

⁸⁰ Anne-Marie Le Gloannec, *L'Allemagne, l'Europe et la sécurité*, in: *Défense Nationale* 52 (juillet 1996) 37–42. Se reporter aussi à Pierre Maillard, *De Gaulle et l'Allemagne. Le rêve inachevé* (Paris 1990) et à Klaus Manfrass (dir.), *Paris – Bonn. Eine dauerhafte Bindung schwieriger Partner* (Sigmaringen 1984).

⁸¹ BDFD 722.

La RFA et la France ont besoin l'une de l'autre pour renforcer sa position par rapport aux États-Unis. De Gaulle cherche à créer en Europe une alternative à la prédominance américaine; Adenauer cherche à utiliser la France pour faire pression sur les États-Unis, pour empêcher ceux-ci de se retirer d'Europe ou de négocier directement avec le Kremlin et les obliger à tenir compte des besoins stratégiques de la République fédérale. Afin de capter la puissance ouest-allemande pour pouvoir réaliser ses desseins, de Gaulle met en valeur auprès d'Adenauer les convergences géostratégiques de leurs pays. A la veille de la conférence au sommet de mai 1960 à Paris, il lui déclare que „les intérêts de la France et de l'Allemagne sont identiques. Si l'Ouest reculait sur la question allemande, cela entraînerait aussi pour la France une très sérieuse situation“. Les deux États ont donc „une bonne raison d'être solidaire l'un avec l'autre⁸²“. Cette argumentation semble convaincre Adenauer et le conforter dans sa résolution „de nouer des liens encore plus serrés avec la France“, d'autant que l'issue de ce sommet le déprime et l'inquiète sérieusement, quant à la détermination américaine⁸³. De Gaulle développe à nouveau cette position, lors de sa conférence de presse du 15 mai 1962: „Il y a une solidarité entre l'Allemagne et la France. De cette solidarité dépend la sécurité immédiate des deux peuples“ et „par conséquent, le destin de l'Europe toute entière⁸⁴“. La solidarité implique un soutien systématique: la RFA ne gêne pas la France en Algérie; la France défend les intérêts allemands à Berlin⁸⁵. Ainsi, l'ambassadeur Blankenhorn affirme en mai 1961, au lendemain de l'échec du putsch des généraux à Alger, que, „l'attitude ferme de la France sur la question de Berlin et de l'Allemagne est pour nous d'une valeur inestimable“, c'est pourquoi „la critique nécessaire à la conception otanienne de de Gaulle ne doit pas venir en premier lieu de l'allié de la France qui dépend de sa fermeté dans le conflit Est-Ouest“. Blankenhorn ajoute que les Allemands sont „tout particulièrement intéressés, eu égard à la menace pesant sur l'Europe, à une France – hinterland de la Bundeswehr – intérieurement saine, libérée de l'hypothèque algérienne et militairement forte. L'entente franco-allemande est un élément décisif de la défense occidentale⁸⁶“.

Pour un pays comme pour l'autre, le rapprochement est une question de sécurité de première importance. La RFA conçoit la France comme son hinterland, alors que la France considère la RFA comme son glacis⁸⁷. Lors de la visite triomphale du Général en RFA, Adenauer lui confirme que, dans la mesure où la France et l'Allemagne sont des États voisins menacés conjointement par l'Union soviétique, elles ont „beaucoup en commun“ et „la nature des choses contraint ces deux

⁸² *Adenauer, Erinnerungen, 1959–1963* (Stuttgart 31983) 42.

⁸³ *Adenauer, Erinnerungen* 51.

⁸⁴ Cité par *Daniel Colard*, Le couple franco-allemand après l'unification, in: *Défense Nationale* 50 (juin 1994) 110.

⁸⁵ *Reiner Marcowitz*, Option für Paris? Unionsparteien, SPD und Charles de Gaulle 1958 bis 1969 (München 1996) 146–164.

⁸⁶ BDFD 772–773.

⁸⁷ *Cyril Buffet*, Zwischen Vorfeld und Hinterland. Frankreich, Deutschland und Europa 1944–1962, in: *Guido Müller* (dir.), Deutschland und der Westen. Festschrift für Klaus Schwabe (Stuttgart 1998) 174–185.

pays à constituer un barrage politique contre l'avancée du communisme oriental⁸⁸. De Gaulle semble dire la même chose lors de la conférence de presse du 15 mai 1962. Il réitère sa conviction „qu'il y a une solidarité entre l'Allemagne et la France. De cette solidarité dépend la sécurité immédiate des deux peuples. Il n'y a qu'à regarder la carte pour être convaincu. De cette solidarité dépend tout espoir d'unir l'Europe dans le domaine politique et dans le domaine de la défense comme dans le domaine économique⁸⁹“. Or, cette solidarité stratégique ne débouche sur rien de concret, car Paris cherche à rééquilibrer les rapports au sein de l'OTAN en faveur des Européens (c'est-à-dire des Français), ce qui apparaît totalement inacceptable pour Bonn qui redoute par dessus tout un affaiblissement de la protection américaine. C'est pourquoi le Traité de l'Élysée est, en ce qui concerne la défense sur laquelle de Gaulle avait fondé beaucoup d'espoir, un leurre en grande partie mais un leurre productif.

Le Traité de l'Élysée exploite le mouvement de réconciliation franco-allemand antérieur; il ne le crée pas; en revanche, il l'institutionnalise et lui donne une impulsion nouvelle. Dès juin 1960, Monnet et Adenauer caressent l'idée d'un „traité d'amitié et de liquidation du passé⁹⁰“. L'affaire se concrétise deux ans plus tard, après une série de voyages officiels réciproques. Commentant la première visite en France du président de la République fédérale Lübke, l'ambassadeur Blankenhorn souligne ce qui unit maintenant les deux pays: „premièrement, la reconnaissance de la communauté de destin des peuples européens face à la menace soviétique; deuxièmement, la conscience de l'appartenance à une culture commune de liberté et de responsabilité; troisièmement, la nécessité politique et sociale d'une étroite communauté économique européenne⁹¹“. A cette date, 40% des Français estiment que leur pays doit entretenir une relation privilégiée avec la RFA. Quelques mois après est signé le Traité de l'Élysée. Il parachève le processus de réconciliation qui a pénétré les mentalités. En effet, la perception française de l'Allemagne s'infléchit rapidement en une décennie: alors que seulement 9% des Français ont en 1954 une bonne opinion de leurs voisins, ils sont déjà 23% en 1957 et 53% en 1964⁹². Quelles sont les raisons qui président de chaque côté à la conclusion de ce traité?

Lors de la célèbre conférence de presse du 14 janvier 1963, de Gaulle, emporté par son lyrisme, confie qu'il voit dans „le fait franco-allemand“ l'un des „plus frappants et plus féconds“ qui façonnent le monde actuel: „Deux grands peuples, qui se sont longuement et terriblement opposés et combattus, se portent maintenant l'un vers l'autre dans un même élan de sympathie et de compréhension. Il ne s'agit pas seulement d'une réconciliation commandée par les circonstances. Ce qui se produit, en vérité, c'est une espèce de découverte réciproque des deux voisins, dont chacun s'aperçoit à quel point l'autre est valable, méritant et attrayant [...] les Germains et les Gaulois constatent qu'ils sont solidaires. Ils le sont évidemment

⁸⁸ *Adenauer*, *Erinnerungen* 177.

⁸⁹ BDFD 903.

⁹⁰ BDFD 811.

⁹¹ BDFD 857.

⁹² *Michel Korinman* (dir.), *L'Allemagne vue d'ailleurs* (Paris 1992) 94.

quant à leur sécurité, puisque la même menace de domination étrangère se dresse devant eux, tandis que leurs territoires constituent une même aire stratégique. " Ils sont aussi solidaires économiquement et culturellement „parce qu'en fait de pensée, de philosophie, de science, d'art, de technique, ils se trouvent complémentaires". La réconciliation est d'autant plus spectaculaire qu'elle s'opère entre deux ennemis farouches, et d'autant plus généreuse qu'elle est à l'initiative de deux „grands" peuples, ce qui illustre et conforte leur grandeur. Comme le dit de Gaulle, „l'Allemagne et la France donnent un exemple qui peut être utile à la coopération de tous"⁹³.

De son côté, Adenauer attire, dans une allocution télévisée le 23 janvier 1963, l'attention sur le caractère „unique" de ce traité qui met fin à quatre siècles d'hostilité franco-allemande. Il souligne que, sans „cette véritable réconciliation, il n'y aurait pas eu d'Europe" et „tout bien pesé, la République fédérale n'aurait pas la position dans le monde qu'elle détient maintenant"⁹⁴. Devant les députés chrétiens-démocrates, Adenauer expose, deux semaines plus tard, les motivations cachées du Traité de l'Élysée. Rappelant la convention militaire franco-russe de 1892 et le traité de 1944 signé par Staline et de Gaulle, le chancelier affirme que „l'une des principales raisons politiques" de ce traité amical vise à éviter que „se réalise dans notre dos une alliance de la Russie avec la France"⁹⁵. Cette déclaration relativise la cordialité des relations franco-allemandes et la confiance que l'un accorde à l'autre. Dans l'esprit du Général, ce traité ne constitue qu'une étape; il représente un instrument de politique internationale. Dès le lendemain de sa signature, de Gaulle annonce à Adenauer que, le premier but de la réconciliation étant atteint, il faut à présent développer une „ambition" européenne qui soit portée par la France et l'Allemagne unies par un „lien fort" et visant à rendre „indépendante" l'Europe de l'Amérique⁹⁶. De Gaulle cherche à attirer la RFA, afin de pouvoir modifier les rapports américano-européens et se poser en leader du continent: Helmut Schmidt parlera plus tard de la conception gaullienne „d'une Europe guidée par la France"⁹⁷. La manœuvre échoue, car les Allemands ne souhaitent pas emprunter cette voie qu'ils jugent aventureuse. Le bilan de ce traité est loin d'être négatif. Ne faudrait-il se rappeler que la création en juillet 1963 de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (DFJ) destiné à intensifier les liens et les échanges entre les jeunes des deux pays⁹⁸.

Les réactions au Traité de l'Élysée, de part et d'autre du Rhin, témoignent que les spectres du passé continuent de hanter la mémoire de certains. En matière politique, il n'y a pas de réconciliation tout à fait pure et complète. Mais il ne faut pas confondre les intentions et les calculs, plus ou moins dissimulés et machiavéliques,

⁹³ BDFD 928-929.

⁹⁴ *Adenauer, Erinnerungen* 211-212.

⁹⁵ BDFD 964.

⁹⁶ *Adenauer, Erinnerungen* 210.

⁹⁷ *Europa-Archiv*, II/1987, 306.

⁹⁸ *Klaus Wenger, Motivations et activités de l'OFAJ*, in: *Allemagne d'Aujourd'hui* 84 (1983) 141-151.

des responsables politiques avec l'attitude générale des populations. Certes, la CECA, la CED, la CEE et le Traité de l'Élysée contiennent des arrière-pensées, qui sont somme toute assez naturelles, mais celles-ci n'ont pas empêché la réconciliation franco-allemande et la construction européenne ni remis en cause la véritable révolution des esprits intervenue depuis 1945.